



# Le Bois International | L'officiel du bois

## Scierie, exploitation forestière | N° 34

Samedi 11 octobre 2014 - 85<sup>e</sup> année

11 OCT. 2014  
bibliothèque

## Sommaire

### S'informer

Le zoom de la rédaction

Approvisionnement / Les scieurs manifestent devant l'Assemblée nationale ... p. 4

Lignes express ..... p. 5

Agenda ..... p. 8

L'actualité en régions ..... p. 9

Nord – Picardie / Une médiathèque en bois local

Rhône-Alpes / Mise en place d'une carte professionnelle pour les ETF

Limousin / BoisLim recherche un cabinet conseil pour développer les TIC en entreprise

Bretagne / En tête des ventes de poêles et d'inserts à bois

Exposition

Épinal /

Habitat et bois : donner de la visibilité aux produits bois transformés localement ... p. 11

Entreprises

Exploitation forestière /

Témoin de l'évolution de la mécanisation, la société Fessy fête ses trente ans ... p. 13

### Comprendre

Entreprises

Rhône-Alpes /

La scierie Lion mise sur le service pour se démarquer des grandes unités. .... p. 15

Synthèse

Gestion forestière /

Fibois Alsace pointe l'impact économique d'un déséquilibre forêt-gibier. .... p. 18

### Gérer

Le marché du bois

Aux ventes ONF /

Vente Savoie et Haute-Savoie : petite augmentation sur l'épicéa ..... p. 19

Le prix du chêne champenois continue de grimper ..... p. 20

Résineux : prix stabilisés à Gérardmer ..... p. 21

Septembre – octobre /

Cours des bois sur pied ..... p. 22

Le Journal des annonces du bois ..... p. 23

Renseignements commerciaux ..... p. 31

## Franc-parler

### Sécuriser

Mardi dernier, des scieurs venus de toute la France s'étaient donné rendez-vous devant l'Assemblée nationale pour manifester leur exaspération face à la forte progression des exportations de grumes vers l'Asie et ses conséquences sur le marché français des approvisionnements.

Après avoir rencontré à deux reprises le ministre de l'Agriculture et de la Forêt, ils demandent désormais à être reçus par le Premier ministre et pointent du doigt l'inaction du Gouvernement. Ils réclament des mesures de sauvegarde concrètes, comme la mise en place de quotas et un alignement au niveau européen des mesures visant à limiter les exportations de grumes.

Dans cette logique, les scieurs réunis à Paris n'ont sans doute pas été ravis d'apprendre que les crédits alloués au financement du fonds stratégique forêt-bois, qui doit servir rappelons-le à mobiliser la ressource et à renouveler les peuplements, ne seront pas à la hauteur de leurs attentes. Au-delà des 11 millions de crédits budgétaires, le projet de budget 2015 du ministère de l'Agriculture prévoit que le fonds soit alimenté par les compensations de défrichements ainsi que par une partie de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti perçue en forêt. Pas certain que cela suffise à atteindre les 150 millions espérés... Pourtant ici aussi la problématique relève des mêmes enjeux que la lutte contre la fuite des grumes. Pour que les entreprises françaises de la transformation et de la valorisation du bois deviennent une filière industrielle structurée de l'amont à l'aval, la sécurisation de leurs approvisionnements constitue un préalable indispensable.